



RENDU EXECUTOIRE LE

19 DEC. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 11/12/2023
Reçu en préfecture le 11/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231211-23_A_PMI_0014-AR

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-PMI-0014

du 11 DEC. 2023

DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE

SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE

Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIÈRE

Réf : BB/TP

portant modification de l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DEF-PMI-0020 du 18 octobre 2022 relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil d'enfants de moins de 6 ans, «FONTAINE LE COMTE POITIERS » situé :

47 route de Poitiers
FONTAINE LE COMTE - 86240

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R. 2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

VU l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0020 du 18 octobre 2022 relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil d'enfants de moins de 6 ans « Pouce Doudou » à Fontaine le Comte,

CONSIDERANT le courriel du 20 novembre 2023, du groupe LPCR nous informant de la fusion de la société « MA CRECHE A MOI » avec la société « CRÈCHES DE France » à compter du 01 décembre 2023,

CONSIDERANT la demande du 28 novembre 2023, du Directeur Général France du groupe LPCR demandant le rattachement de la micro-crèche « Pouce Doudou » à l'établissement multi-accueil collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans «POUCE DOUDOU» à Fontaine le Comte ainsi que de la diminution d'une place de la capacité d'accueil à compter du 01 janvier 2024,

CONSIDERANT le courriel du 02 décembre 2023, du Groupe LPCR nous informant du changement de dénomination de l'établissement multi-accueil collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans « POUCE DOUDOU » par « FONTAINE LE COMTE POITIERS » à Fontaine le Comte à compter du 01 janvier 2024,

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission de sécurité,

Département de la Vienne
39, rue de Beaulieu
86008 Poitiers Cedex
Tél. 05 49 45 90 45
lavienne86.fr

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Envoyé en préfecture le 11/12/2023
Reçu en préfecture le 11/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231211-23_A_PMI_0014-AR

ARRETE

Article 1^{er}

Autorise le Directeur Général France du groupe LPCR à faire fonctionner un établissement multi-accueil collectif non permanent « **LES PETITS CHAPERONS ROUGES FONTAINE LE COMTE** », situé 47 route de Poitiers à FONTAINE LE COMTE à compter du 01 janvier 2024.

Article 2

La capacité d'accueil est de 39 **enfants maximum** âgés de 10 semaines à 3 ans révolus.

Article 3

La responsabilité technique est assurée par :

- Madame Aurore LUCAS titulaire du Diplôme d'Etat de Puéricultrice

En application de l'article R.2324-34-2 ou II de l'article R.2324-46-5 du code de la santé publique la personne exerçant les fonctions de responsable technique exerce également cette fonction pour un ou plusieurs établissements (*liste des autres établissements*)

En application de l'article R2324-46-1 du Code de la Santé Publique la quotité minimale de temps de travail dédiée à la fonction de responsable technique est de ? équivalent temps plein,

En application de l'article R2324-36 du Code de la Santé Publique, en l'absence de la personne habituellement chargée des fonctions de responsable technique, la continuité de ces fonctions est assurée par une personne présente dans l'établissement et relevant du 1° de l'article R2324-42, ou à défaut une personne relevant du 2° du même article et disposant d'une expérience professionnelle d'une année auprès de jeunes enfants. Le règlement de fonctionnement prévoit, en application du 2° de l'article R2324-30, les conditions dans lesquelles cette personne est désignée et les conditions de suppléance,

L'encadrement des enfants est assuré par le personnel de direction et par des personnels titulaires des diplômes requis dans l'arrêté du 29 juillet 2022 et dans le respect de la répartition déclinée dans l'article R2324-42 du Code de la Santé Publique,

En application de l'article R.2324-46-4 du code de la santé publique l'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants doit être respecté, soit un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas, et un professionnel pour huit enfants qui marchent, (ou soit un professionnel pour six enfants) et ne sera jamais inférieur à deux, dont un professionnel mentionné à l'article R. 2324-42 du code de la santé publique.

Article 4 :

Les autres dispositions de l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DL-PMI-0020 du 18 octobre 2022 demeurent inchangées.

Envoyé en préfecture le 11/12/2023
Reçu en préfecture le 11/12/2023
Publié le 
ID : 086-228600011-20231211-23_A_PMI_0014-AR

Article 5 :

En application de l'article R. 2324-24 du code de la santé publique, le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 6 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, le Directeur Général France du groupe LPCR sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et notifié aux intéressés.


Fait à POITIERS, le 11 DEC. 2023

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 11/12/2023
Reçu en préfecture le 11/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231211-23_A_PMI_0014-AR



3.03 3.40 1.1